

Que reste-t-il de
la culture péroniste
dans l'Argentine de
la fin des années 1990 ?¹

Maristella Svampa²

En Argentine, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, c'est au cours de la dernière décennie qu'a eu lieu le démantèlement du modèle national-populiste caractérisé, d'une manière générale, par la tendance à l'homogénéité sociale, par une stratégie de développement orientée vers le marché interne, et par la subordination des acteurs sociaux et politiques à un leader³. L'effondrement de ce type de modèle d'intégration sociale, qui unissait, bien qu'imparfaitement, société, économie et politique, a ouvert la voie à une situation marquée de plus en plus par l'hétérogénéité sociale, par un modèle économique privilégiant l'ouverture et par une démocratie de type présidentialiste. Le modèle national-populiste, appliqué à partir de 1946 par le péronisme, reposait sur la création d'un lien entre différents éléments et différents niveaux : par exemple, un lien spécifique entre l'État et les acteurs sociaux ; un certain type de relation entre le leader et les masses grâce à un discours et à un style politique nouveaux ; une idéologie nationaliste, c'est-à-dire une stratégie de développement tournée vers le marché interne, et un régime de redistribution économique ; et, enfin, la défense de valeurs sociales liées à l'identité des secteurs populaires, basée sur une conception movimientista de la politique et de la société⁴. Cet ensemble de

¹ Cet article a été publié dans la revue *Problèmes de l'Amérique Latine*, Paris, La Documentation Française, pp.25-40, oct.dec. 1999

² Université nationale général Sarmiento – Conseil national de recherches scientifiques et techniques (Conicet), Buenos Aires

³ Parmi les auteurs qui ont défini le modèle national-populiste, voir Alain Touraine, La parole et le sang, Paris, Odile Jacob, 1988.

⁴ Pendant des décennies l'Argentine a vécu dans une conception politique movimientista. Le movimientismo renvoie, au moins aux trois niveaux différents: tout d'abord, à un appel en faveur d'une légitimité absolue et globale de la société, c'est-à-

caractéristiques témoigne de l'unité complexe du phénomène péroniste en tant qu'expérience globale de certains secteurs sociaux, en particulier des secteurs populaires, et, d'une manière plus générale, en tant que modèle d'intégration sociale.

Ce processus d'intégration des classes laborieuses a été non seulement socio-économique mais aussi symbolique. Comme l'affirme Daniel James, le péronisme a forgé une identité culturelle qui a représenté une rupture avec d'autres cultures ouvrières de l'époque. Le succès de cette formule est dû à l'aptitude du péronisme à donner aux classes laborieuses le sentiment qu'elles jouaient un rôle social et politique important, en les associant à la représentation d'une Argentine industrielle. Mais, avant tout, le péronisme a permis, au cours de cette étape, l'expression contradictoire de deux ordres de réalité dans une seule conscience de classe. D'une part, la fidélité à un mouvement qui prônait l'harmonie entre les classes, la nécessité de subordonner les intérêts des travailleurs à ceux de la nation, et l'obéissance stricte à un État paternaliste ; d'autre part, l'apparition de formes de résistance ouvrière et le renforcement d'une contre-culture⁵. Tout en recelant une contradiction, cette formule a réussi à faire la synthèse entre une forme publique et une expérience privée, comme l'indiquent les événements du 17 octobre 1945, jour de la grande protestation sociale qui conduisit les foules à la Plaza de Mayo, siège historique du pouvoir, pour demander le retour au gouvernement de celui qui était alors le colonel Perón⁶. Mais le mouvement a

dire, une conception du politique qui a des difficultés à conceptualiser le conflit; ensuite, au niveau institutionnel, à la création d'un lien au sein d'un ensemble hétérogène d'organisations sociales ; enfin, dans une grande partie de l'électorat le movimiento renvoyait à une expérience globale, qui articulait fortement le privé et le public ; sort de vecu politique qui exprimait une expérience privée. La rupture de ce modèle constitue le premier niveau d'analyse auquel il faut se situer pour comprendre les transformations actuelles.

⁵ D. James, Resistencia e integración, Buenos Aires, Sudamericana, 1990.

⁶ Si la manifestation du 17 octobre 1945 a eu un caractère spontané ou semi-organisé, elle représente avant tout l'événement fondateur du péronisme, qui a créé un lien durable entre le leader et les masses et a doté celles-ci d'une identité collective. Ce processus a permis de mobiliser les masses avec l'aide efficace des syndicats, tout en dotant la collectivité d'une identité plus large que celle des travailleurs : le "peuple".

également véhiculé une culture politique contestataire, rejetant tout ce qui avait existé précédemment dans le domaine politique et social, dénigrant même les règles établies par l'élite traditionnelle. Ainsi, le péronisme a été le langage politique qui a permis de comprendre la réalité politique au travers d'une expérience personnelle. Cette expérience fondatrice a toujours accompagné le péronisme, qui ne s'est jamais limité, pour les secteurs populaires, à des politiques sociales et salariales satisfaisantes, mais qui a pris un sens plus durable et plus profond : ces secteurs ont vu en lui le moyen d'accéder à une société plus digne dans laquelle un rôle capital leur était reconnu, et cela selon un langage reflétant leur expérience personnelle. Le ralliement des ouvriers à J. Perón ne fut seulement le fruit d'une expérience de lutte des classes ancrée dans les usines mais peut-être davantage un ralliement d'ordre politique. Le péronisme a associé intimement l'expérience de l'usine à celle de la vie privée⁷.

En somme, pendant plusieurs décennies, le péronisme a été le langage politique qui a structuré l'expérience subjective des secteurs populaires. Depuis 1945, le péronisme a toujours constitué pour les secteurs populaires une structure active capable d'organiser l'expérience quotidienne, à la fois politique et privée, y compris pendant la longue période de proscription politique et même pendant les années 1980, marquées par la première grande défaite électorale du Parti justicialiste. Cependant, dans l'Argentine des années 1990, il apparaît très clairement que ce lien si particulier entre le public et le privé, qui a permis d'expliquer sinon la totalité de l'expérience sociale du moins un très grand nombre d'éléments quotidiens, est en train de se défaire.

Actuellement, deux transformations capitales ont lieu ; l'une concerne l'identité péroniste des travailleurs, l'autre se situe au niveau des politiques publiques.

Voir à ce sujet D. James, "17 y 18 de octubre de 1945 : el peronismo, la protesta de masas y la clase obrera argentina", Desarrollo económico, n° 107, octobre-décembre 1987.

⁷ Silvia Sigal et Juan Carlos Torre, "Reflexión en torno a los movimientos laborales en América latina", in Rubén Katzman et Juan Reyna (coord.), Fuerza de trabajo y movimientos laborales en América latina, Mexico, 1969.

Dans le premier cas, on observe que dans l'expérience populaire, telle qu'elle est reconstituée par le péronisme, la culture du travail et l'"ouvriérisme" manquent de force pour définir une identité populaire ; et ce phénomène est aggravé par les modifications qui se sont produites dans la structure sociale et par la précarisation des formes d'insertion dans le monde du travail. Ainsi, la conscience de classe, traditionnellement faible et subordonnée à l'identité politique, apparaît comme transitoire. Dans le second cas, il est clair que les formes d'intervention de l'État établies par le gouvernement péroniste, aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine social, correspondent à un abandon des politiques publiques d'intégration pratiquées antérieurement. Ce double affaiblissement se produit à un moment où les disparités sociales augmentent tandis qu'apparaissent de nouvelles franges de pauvreté. Devant cette déstructuration, les subjectivités populaires subissent de profondes transformations et, de ce fait, le péronisme cesse d'être, dans bien des cas, une manière consensuelle et contre-culturelle de voir le monde "à partir du bas".

Ainsi, l'Argentine des années 1990 offre une image paradoxale du pays, qui est à la fois le cadre de l'hégémonie politique du Parti justicialiste et le théâtre de la mutation du péronisme qui a suscité une certaine nostalgie dans les secteurs populaires. C'est ce paradoxe qui a empêché non seulement la déconnexion totale entre le domaine politique et le domaine social mais aussi leur correspondance univoque⁸. D'une part, grâce à l'existence de cette culture politique commune, le gouvernement de Carlos Menem (1989-1999) a pu légitimer un modèle économique opposé aux aspirations de la majorité de la population. D'autre part, même si l'affaiblissement du péronisme ne s'est pas traduit de manière immédiate par le recul du nombre de ses électeurs, sa mutation semble inévitable. L'objectif de cet article est de présenter les principales transformations de la culture péroniste dans les secteurs populaires, en commençant par la crise qui se manifeste aussi bien dans les difficultés liées à la transmission du péronisme dans le cadre familial que par la

⁸ Si es qu'on peut définir encore le politique comme l'articulation entre le social et sa représentation. Voir Pierre Rosanvallon, *La question syndicale*, Paris : Pluriel, Clamann-Levy, 1988.

perte du monopole que celui-ci détenait pour définir le domaine populaire et l'englober tout entier dans une culture unique. L'accent sera mis ensuite sur les mutations et les réorientations du syndicalisme, traditionnellement péroniste, à partir de l'effondrement du modèle national-populiste et de la mise en place d'un modèle d'ouverture. Enfin, quelques conclusions seront avancées sur le thème des relations entre les nouvelles formes de contestation sociale et la crise des langages politiques⁹.

1. Péronisme et rupture entre les générations

En Argentine, l'univers du "populaire" ne peut pas être identifié à une culture indigène ou paysanne, pas plus qu'à une simple forme de résistance anticapitaliste. D'une part, l'apparition du "populaire" a été la conséquence d'un conflit social et, de ce fait, il s'est défini par opposition à d'autres groupes. D'autre part, la liturgie péroniste s'est exprimée également par une forte convergence entre politique populiste et culture de masse¹⁰. **Même si les modèles de la culture populaire renvoyaient aux styles de vie propres aux classes moyennes plutôt qu'à une culture "prolétarienne" ou "ouvrière", cette revendication du "populaire" s'est faite au nom de la culture du travail, incarnée de manière exemplaire par la figure de l'ouvrier d'usine.**

⁹ Cet article reprend des concepts et des analyses développés dans La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo (en collaboration avec **Danilo Martuccelli**), Buenos Aires, Losada, 1997. Le point de vue exposé dans cet ouvrage privilégiait une vision "à partir du bas", c'est-à-dire une lecture centrée sur l'analyse de l'expérience des acteurs, sans que cela signifie pour autant la négation de la distance qui existe entre la représentation de ces acteurs et les sciences sociales. Au contraire, la nécessité de développer un point de vue privilégiant cette perspective est la conséquence d'une lacune des sciences sociales argentines, et surtout de la sociologie politique, condamnée à étudier les transformations du lien politique à partir de perspectives qui mettent l'accent sur une vision "du haut vers le bas". En outre, la crise que traversent les modèles de référence, aussi bien dans la sphère politique que dans les sphères culturelle et sociale, oblige à pénétrer dans les univers de signification des acteurs, à réfléchir sur les diverses réponses que ceux-ci élaborent, et enfin à proposer une interprétation de leurs expériences vécues les plus intimes.

¹⁰ Cette question a été étudiée par **Néstor** García Canclini, Las culturas populares en el capitalismo, Mexico, Editorial Nueva Imagen, 1982.

Cette manière de se définir par opposition aux autres conduisit à un processus de polarisation politique alimenté par l'antipéronisme des classes moyennes et moyennes supérieures. Cela a eu pour résultat l'apparition de stratégies de différenciation sociale, c'est-à-dire d'un ensemble de pratiques culturelles et sociales sur lesquelles reposaient les mécanismes de classification et de reclassification constante des groupes sociaux¹¹. Pendant de longues années, les classes populaires argentines ont partagé un modèle constitué par une série de caractéristiques communes liées à différents aspects de la vie sociale : être péroniste, être supporter de la célèbre équipe de football Boca Juniors, afficher certains goûts musicaux, tout cela faisait partie d'un stéréotype qui semblait renvoyer aux dimensions indissociables d'un seul et même phénomène populaire. Aujourd'hui, il est évident que la présence du péronisme dans les secteurs populaires a subi des transformations importantes. La meilleure preuve de ces transformations est la crise de transmission du péronisme dans le cadre familial. Au-delà de la socialisation qui se manifeste encore au niveau électoral, un net clivage se dessine, provoqué aussi bien par le manque d'intérêt croissant des jeunes à l'égard de la politique que par le fait que le péronisme cesse de représenter pour eux le centre d'une expérience sociale. La rupture politique que de nombreuses familles antipéronistes des classes moyennes ont connue dans les années 1970, par la péronisation d'une partie de la jeunesse universitaire, se produit aujourd'hui au sein même des classes populaires : la fidélité, la nostalgie des adultes s'opposent à la désaffection teintée d'ironie des jeunes à l'égard du péronisme. Pour les "vieux", la principale difficulté consiste à expliquer le péronisme aux jeunes générations et à insister sur le lien qui existe entre péronisme et justice sociale, en dépit de la manière dont le Parti justicialiste s'exprime actuellement. Cela est très difficile dans la mesure où les jeunes ne prennent pas à leur compte l'héritage péroniste de la famille et critiquent ses contradictions, ce qui renforce le sentiment de trahison à l'égard du parti, du mouvement syndical et du leader qu'éprouvent les autres membres de la famille. Selon des témoignages recueillis dans la province de Buenos Aires, beaucoup de parents confessent, gênés ou amers, que leurs enfants ne sont pas péronistes, qu'ils sont

¹¹ Cf. Pierre Bourdieu, La distinction, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

apolitiques, et certains ajoutent rapidement, comme pour les excuser, qu'ils sont "critiques". Les adultes éprouvent la sensation que des pans entiers de leur univers, dans lequel vie publique et vie privée sont intimement liées, disparaissent chez les jeunes. La référence au passé cesse de structurer, à la manière d'un projet, le présent politique. De plus, ce que nombre des aînés peuvent considérer comme une mise entre parenthèses apparaît aux yeux des jeunes comme une rupture radicale.

Le problème se révèle particulièrement important dans les milieux syndicaux, où militants et cadres doivent faire face à une double rupture entre les générations : celle qui les sépare de leurs enfants non péronistes, mais aussi celle qui les oppose à la main-d'oeuvre la plus nombreuse et théoriquement la plus apte à fournir de nouveaux adhérents, c'est-à-dire aux jeunes, indociles et non politisés, peu enclins à l'action syndicale. L'examen de l'un des aspects de la crise que traverse actuellement le secteur métallurgique de l'agglomération de Buenos Aires, qui constituait encore il y a peu "la colonne vertébrale du péronisme", contribue à saisir la portée de cet ensemble de critiques réciproques entre les générations. Dans ce secteur, les générations les plus anciennes accordent une valeur essentielle à la culture du travail, source de dignité, et reprochent aux plus jeunes le peu de respect qu'ils ont pour le travail, ainsi que leur apathie et leur absence d'engagement politique, et se plaignent des difficultés qu'elles éprouvent pour transmettre la culture politique péroniste. Les jeunes ouvriers "n'ont pas d'identité politique", sont "antitout", individualistes, partisans du "sauve qui peut", "ils ne pensent qu'à la voiture, à la moto et à la discothèque". Certains adultes n'hésitent pas à affirmer que les jeunes ne font pas partie des "vrais ouvriers", en raison de leur goût pour la consommation, qui se traduirait tout simplement par un refus de la solidarité sociale et par une stratégie individualiste caractéristique des secteurs qui bénéficient d'une "bonne situation économique" ou qui n'ont pas de responsabilités familiales. Ces jeunes "antitout", caractérisés par le manque de confiance dans tout type de représentation (politique ou syndicale), ont également tendance à mener des actions spontanées sans passer par les canaux institutionnels de négociation : les soulèvements et les révoltes les rendent alors incontrôlables, ce qui perturbe les structures organiques des

syndicats. Une génération intermédiaire, celle des 30-40 ans, socialisés au temps de l'ancienne culture politique et avant l'effondrement de la tradition ouvrière, se tient en équilibre au-dessus de l'abîme qui sépare ces deux univers.

Cependant, il ne faut pas se tromper sur la nature des différences existant entre les plus vieux et les plus jeunes et en déduire qu'il s'agit d'un simple conflit entre générations. Cette division entre les vieux et les jeunes traduit en fait la distance qui sépare deux mondes différents. Les critiques formulées à l'encontre des jeunes (qui sont considérés comme dépourvus de toute subjectivité positive, puisqu'ils ne sont ni péronistes, ni porteurs d'une culture du travail, ni syndicalistes) expriment les profondes transformations survenues. Ce qui a disparu en l'espace d'une génération, ce sont les repères sociaux et culturels qui définissaient le monde des ouvriers urbains. Les différences qui s'établissent entre le péronisme historique et ses manifestations actuelles relèguent définitivement celui-ci dans le passé. C'est ce qu'exprime un jeune métallurgiste de trente ans qui, sans oublier ses origines péronistes, n'hésite pas à affirmer : « Je ne suis pas péroniste parce que je ne suis pas né à l'époque du péronisme. Si j'étais né à cette époque-là, je crois que j'aurais été péroniste. Sans doute. Une personne âgée, une personne qui a réellement vécu le péronisme, peut dire "je suis péroniste". Mais actuellement on ne peut pas se dire péroniste. On peut dire "j'ai été péroniste" et voter pour le Parti justicialiste, mais on ne peut pas dire "je suis péroniste et je vais voter pour le péronisme", alors que celui-ci n'existe pas, qu'il a déjà cessé d'exister. »

Cela dit, il faut intégrer cette particularité argentine dans un contexte plus global et y inclure les transformations qui résultent de l'expansion des industries culturelles modernes. Au-delà du déclin du péronisme et de la crise des institutions politiques, on assiste à **des changements importants dans la dynamique de l'individualisation**.. Pour comprendre parfaitement la complexité de cette nouvelle dynamique, il faut procéder à une analyse qui rende compte de l'impact et des conséquences que la globalisation des industries culturelles entraîne sur le développement actuel des sous-cultures juvéniles, au détriment des sous-cultures politiques et de la culture du travail.

Les anciens axes de construction d'identités (travail, politique) ont subi des transformations importantes. Parmi les générations les plus jeunes, la disparition de toute référence au politique, ainsi que l'établissement d'une relation plus distanciée avec le travail, apparaissent très nettement. Le travail demeure (et il ne saurait en être autrement) un facteur d'intégration sociale, mais son importance en tant que principe de subjectivation est relativisée. Les nouveaux modèles de subjectivité s'éloignent des rôles sociaux et professionnels et renvoient de plus en plus à de nouveaux registres de signification centrés sur le primat de l'individu, sur la culture du moi.

En d'autres termes, le déclin et la désagrégation du péronisme dans la culture populaire coïncide avec la forte progression de l'industrie culturelle au sein d'un marché de plus en plus globalisé. Ainsi, il est probable que le style de vie d'un jeune issu des classes populaires est très éloigné de l'univers des adultes de son entourage, et qu'il est plus proche de celui d'un jeune qui vit dans une grande métropole comme Paris, Tokyo ou Sao Paulo, avec qui il est capable de partager un univers expressif dans lequel se mêlent des passions et des rejets qui définissent un mode de vie similaire : de nouvelles industries de la subjectivité, que les sous-cultures juvéniles érigent en modèles (goûts musicaux et habillement identiques), ont pour corrélat un langage affectif, moins rigide que celui des plus âgés, qui met l'accent sur les sentiments et les émotions. Tels paraissent être les nouveaux axes qui déterminent peu à peu le nouveau cadre de conduite de la jeunesse, dans lequel coexistent pêle-mêle et de manière parfois contradictoire différents principes et différentes valeurs : le mépris envers les hommes politiques voisine avec une éthique de la dépolitisation, et l'exaltation individualiste de la consommation avec l'attitude antisystème qui incite à l'action spontanée.

Ainsi, l'actuelle distanciation par rapport à la sphère de la politique et du travail conduit à une brusque interruption des anciennes correspondances symboliques et à une mise en question des lieux traditionnels (**politiques et culturelles**) de la division : **ainsi** à l'affaiblissement des clivages politiques succède alors la disparition des anciennes stratégies de différenciation culturelle. Comme le résume avec une grande lucidité un autre ouvrier

métallurgiste : “Aujourd’hui, on ne s’occupe plus de savoir si quelqu’un est péroniste ou radical. Cette différence n’existe pas. On peut être radical, péroniste, supporter de Boca ou de River (...). Car le fait d’être partisan de River ne signifie pas que l’on fait partie de la classe supérieure, de même que le fait d’écouter de la cumbia ne veut pas dire que l’on appartient à la classe inférieure. Ces sujets-là ne divisent plus.”¹². Par ailleurs, vers la fin des années 1980, la musique de bailanta¹³, largement diffusée par les médias, a commencé à circuler en empruntant de nouveaux circuits de l’espace social, de telle sorte qu’un processus de réappropriation de ces rythmes par une partie de la classe moyenne et par certains éléments de la classe moyenne supérieure s’est développé. Mais la transgression actuelle des anciens codes permettant de différencier les classes ne conduit pas, purement et simplement, à un processus de massification homogène ; au contraire, ce phénomène donne naissance à des modes d’appropriation qui varient en fonction du groupe social de référence, et à partir desquels de nouveaux conflits symboliques se mettent en place. Ce serait simplifier les choses à l’extrême que de conclure que la diffusion de phénomènes sociaux transversaux, par la voie d’une industrie culturelle globale, s’accompagne inéluctablement d’un processus de suppression des différences sociales. Au contraire, la tendance semblerait indiquer que ces pratiques sociales et culturelles sont à l’origine de nouvelles stratégies de distinction (et de discrimination) entre différents groupes sociaux.

2. La crise du syndicalisme péroniste

¹² La rivalité entre les deux équipes de football les plus populaires du pays (River Plate et Boca Juniors) a été considérée pendant de longues années comme l’une des multiples manifestations de l’antagonisme politique historique existant entre les classes moyennes antipéronistes et les classes populaires péronistes. Ce n’est pas par hasard si, dès le début de son mandat, le président C. Menem a annoncé son adhésion au club de River Plate, confirmant ainsi la rupture réelle et symbolique avec le noyau de la tradition péroniste.

¹³ La musique de bailanta est constituée par des rythmes populaires, en particulier par le “cuarteto cordobés”, et par des rythmes tropicaux, comme la cumbia, qui proviennent de divers pays d’Amérique latine.

Le modèle national-populiste a établi un type de lien “organique” entre les syndicats et le système politique, dans le but de délimiter le cadre de leur participation. La caractéristique principale de ce lien était la subordination des acteurs sociaux au système politique et du système politique au leader ; le processus de péronisation des syndicats et du Parti travailliste et la constitution rapide d’un bloc politico-social solide autour de l’autorité du leader l’ont illustré clairement. Mais la perte d’autonomie et le lien organique avec le parti et l’État se sont accompagnés non seulement d’avantages économiques et sociaux, mais aussi de la reconnaissance du rôle important des ouvriers et, par conséquent, des organisations syndicales dans la construction de l’Argentine moderne. Ainsi, la reconnaissance de l’action syndicale et l’institutionnalisation de la question sociale ont entraîné la valorisation du monde du travail et, plus précisément, de la classe ouvrière, qui allaient devenir les éléments essentiels du péronisme.

La période de proscription du péronisme (1955-1973) a sans doute été l’une des plus riches et des plus complexes de l’histoire du syndicalisme, non seulement parce que celui-ci a utilisé de la manière la plus complète possible les modes d’action syndicale autorisés dans le cadre du modèle national-populiste, mais surtout parce que l’exil du leader et l’interdiction de participer aux élections ont provoqué l’extension des fonctions de représentation du syndicalisme vers la sphère de la politique¹⁴. Une fois la période insurrectionnelle passée, ce sont les syndicats qui se sont chargés de perpétuer le péronisme. Sous la direction des 62 organisations créées en 1957, ils ont développé une stratégie qui alliait la fidélité envers le leader à l’affirmation de leur rôle d’acteur social, renforçant ainsi un modèle d’action corporatif, entravé par l’instabilité du système politique argentin.

Pendant de longues années, les secteurs syndicaux et les secteurs urbains ont été étroitement liés. Ce lien était renforcé par le souvenir des luttes sociales et du rôle central qu’y avaient joué les syndicats, péronistes pour la plupart ; tout

¹⁴ J. C. Torre, “Sindicatos y clase obrera en la Argentina post-peronista”, pp. 108-114, Revista latinoamericana de sociología, Buenos Aires, 1968, vol. 4, n° 1.

cela a facilité la pénétration du péronisme dans la culture populaire. Dans les années 1960, l'identification conjoncturelle entre secteurs populaires et secteurs syndicaux a été **facilitée** par le phénomène de péronisation d'une fraction importante de la classe moyenne, traditionnellement antipéroniste. De plus, au cours de cette période, la dimension movimientista masquait la différence entre un péronisme "culturel", qui constituait l'identité collective d'une grande partie des secteurs populaires urbains, et un péronisme "organisationnel", limité essentiellement aux syndicats.

En dépit de la bureaucratisation de fractions importantes des syndicats, ceux-ci ont conservé, au début des années 1970, un lien important avec les secteurs urbains. Mais le retour du péronisme au gouvernement, entre 1973 et 1976, a favorisé les courants les plus puissants de la bureaucratie syndicale, en augmentant les tensions et les affrontements avec les fractions combattives du syndicalisme favorables à la lutte de classes, qui avaient commencé à s'affirmer à partir des années 1960 dans divers centres industriels du pays. Enfin, pendant la période 1976-1983, "le pouvoir des syndicats a été le plus faible depuis 1950, et la démobilisation syndicale a été la plus forte depuis 1940"¹⁵. Ce phénomène a été provoqué aussi bien par la démobilisation et la répression de leurs bases, que par le fractionnement des instances dirigeantes et la crise du leadership, et par le renforcement de courants collaborationnistes.

Mais l'absence d'accord entre les secteurs syndicaux et les secteurs urbains est devenue plus perceptible durant le mandat du président radical Raúl Alfonsín (1983-1989). Il ne faut pas oublier, notamment, que la défaite, en 1983, du Parti justicialiste, dominé par le secteur de la bureaucratie syndicale et par des personnalités appartenant à l'orthodoxie politique, totalement dépourvues de caractéristiques démocratiques, a placé au coeur du débat le thème de la cessation des pratiques sociopolitiques liées à l'autoritarisme. Si le secteur syndical a fait des efforts d'auto-épuration au cours des années 1980,

¹⁵ **Francisco** Delich, "Después del diluvio, la clase obrera", in Alain Rouquié (coord.), Argentina, hoy, Buenos Aires, Siglo XXI, 1982, p. 136.

c'est précisément au cours de cette période que la Confédération générale du travail (CGT), majoritairement péroniste, a porté à son paroxysme une politique d'opposition contre le gouvernement Alfonsín, dont la meilleure illustration est fournie par les **treize (13)** grèves générales qui ont eu lieu pendant son mandat. Aujourd'hui, avec le recul du temps, la stratégie de pression politique et d'action corporative du syndicalisme péroniste apparaît comme l'inévitable chant du cygne de l'un des principaux acteurs du modèle national-populiste.

Le tournant libéral qu'a pris le gouvernement Menem correspond à une nouvelle orientation qui a déconcerté les syndicats. En effet, tous n'étaient pas disposés à admettre de prime abord que cette orientation marquait le début d'une nouvelle ère : abandonnés par l'État, "trahis" par la politique d'alliances du Parti justicialiste, frappés par une grave crise économique, affectés par des problèmes de représentativité, dont les effets négatifs étaient redoublés par le fait qu'ils s'exerçaient sur un acteur en crise, peu de syndicats se sont trouvés en mesure d'affronter l'offensive patronale et les conséquences de la flexibilisation du travail. Les transformations résultant de la rapide mise en route du modèle d'ouverture dans un contexte d'ajustement ont fortement accéléré la faillite du pouvoir syndical, en réorientant ses objectifs et en limitant son poids spécifique au sein de la société.

A ce raisonnement d'ordre économique, il faut en ajouter un autre, strictement politique : étant donné que, sous le gouvernement de R. Alfonsín, les syndicats avaient occupé un espace politique important, C. Menem devait se "libérer" de leur éventuelle tutelle. En d'autres termes, C. Menem devait recréer l'espace du leader. Pour ce faire, J. Perón, pendant ses deux mandats, et C. Menem ont utilisé des stratégies qui, du point de vue de la direction politique, présentent des similitudes : dans les deux cas, l'objectif de l'action était de subordonner les acteurs sociaux au leader, en renforçant leur rôle dans un cas, en l'affaiblissant dans l'autre.

Pendant la première réforme de l'État (1991-1995), l'alliance réalisée avec les grands groupes économiques a rendu possible l'abandon de la politique de concertation sociale et l'établissement d'une gestion autoritaire, qui causa un

tort considérable au mouvement syndical et fit passer diverses branches du syndicalisme (en particulier celles dont la base sociale se trouvait dans le secteur étatique industriel) dans le camp des “perdants”.

Le programme de la première réforme de l'État contient une série de mesures qui ont porté préjudice à l'action syndicale, à divers niveaux : la loi nationale sur l'emploi (loi 24.013) de 1991 a affecté la nature des contrats (flexibles et temporaires), mettant ainsi fin à la stabilité de l'emploi ; la loi de réforme de l'État a conduit, notamment, à la privatisation et à la réduction du nombre des entreprises publiques (le décret 1803 de 1992 a suspendu les droits acquis par les travailleurs d'entreprises publiques privatisées) ; le décret de déréglementation a favorisé la décentralisation de la négociation collective et la réforme des services sociaux ; le décret 470 a lié les augmentations au rendement ; la loi 24.467 de 1994 concerne la flexibilité de l'emploi ; les décrets 770 et 771 de 1996 suppriment les allocations familiales à partir d'un certain plafond de salaire¹⁶.

Devant ces transformations opérées par le gouvernement péroniste de C. Menem, de nouvelles divisions se sont manifestées au sein du syndicalisme argentin et ont entraîné la constitution et le renforcement de trois grands groupes. En reprenant la classification¹⁷ proposée par **Albert Hirschman**, on peut les présenter de la façon suivante : en premier lieu, les représentants de la loyauté, c'est-à-dire les syndicats qui ont appuyé les réformes envisagées par le gouvernement, regroupés au sein de la CGT. Ces syndicats, qui se différencient par leur degré de soumission et leurs stratégies d'adaptation, couvrent un large éventail, qui va des porte-parole du “nouveau syndicalisme” jusqu'aux nostalgiques du modèle ancien, en passant par les partisans du “lien organique”. En second lieu, les syndicats qui ont choisi de faire entendre leur voix, et qui représentent une aile dissidente de la CGT, le Mouvement des

¹⁶ Ces mesures font partie d'un projet plus global qui comporte, en plus des mesures stratégiques visant les syndicats (la flexibilité du travail et la réforme des services sociaux, achevée en 1997), la réforme des structures syndicales et la décentralisation de la négociation collective, actuellement en cours.

¹⁷ A. Hirschman, Salida, Voz y Lealtad, Mexico, Fondo de cultura económica, 1994.

travailleurs argentins (MTA). Ils réunissent une partie du syndicalisme d'opposition autour d'une logique d'action qui vise à assurer, en dernière analyse, la continuité d'un modèle syndical associé à une politique national-populiste. L'Union des tramways et des automotrices (UTA) et le syndicat des camionneurs sont des exemples de cette position. Enfin, les syndicats qui ont opté pour la défection et qui ont constitué une autre centrale, la Centrale des travailleurs argentins (CTA), regroupant surtout les secteurs dont les principaux soutiens ont été affectés par la réforme de l'État. La principale caractéristique de cette centrale est de proposer un modèle syndical indépendant de l'État et des partis politiques. Le syndicat des enseignants du secteur public (**CTERA, Central des travailleurs de l'éducation de la République Argentine**) et surtout l'Association des travailleurs de l'État (ATE) sont à la tête de cette nouvelle centrale.

Cependant, ces regroupements sont loin de refléter de manière précise les pratiques sociopolitiques des différents syndicats, aussi bien à l'égard du gouvernement actuel qu'en ce qui concerne leurs transformations internes. Ainsi, par exemple, il existe actuellement au sein de la CGT des syndicats qui se sont toujours caractérisés par leur souplesse et leur pragmatisme, qui ont su s'adapter au nom du développement d'une logique d'entreprise (Syndicat du commerce, Syndicat de **l'énergie électrique**) ; mais il existe aussi des syndicats qui se plient davantage à la volonté politique du gouvernement, et dont la stratégie consiste surtout à accorder la prééminence à la logique clientéliste (c'est le cas du syndicat du secteur public, **l'Union du personnel civil de la nation, UPCN**). Enfin, on trouve également au sein de la CGT des syndicats étroitement liés au processus d'industrialisation de substitution, qui traversent actuellement une crise profonde ; l'exemple le plus représentatif en est l'Union ouvrière métallurgique (UOM), toujours dirigée par Lorenzo Miguel, qui se présente comme la charnière entre les turbulents représentants du MTA et le secteur de la CGT le plus **collaborationniste** avec le gouvernement.

Cette présentation des différentes positions syndicales par rapport au gouvernement actuel doit être complétée par une approche mettant l'accent sur la diversité des pratiques sociales et politiques engendrées par la nouvelle situation. Cette situation se caractérise par la déstructuration d'un modèle d'intégration sociale et politique, qui reste encore le cadre de référence pour une grande partie des syndicats, même si ceux-ci l'interprètent différemment et y adhèrent à des degrés divers. En effet, c'est en fonction du plus ou moins grand éloignement par rapport à l'ancien modèle de relation avec l'État et avec le Parti justicialiste, ainsi que de la recherche de nouveaux modèles d'action et de représentation, que l'on peut répartir les principales attitudes en différentes catégories. C'est le décalage entre les modèles **de référence et le nouvelles conduites**, et la brèche qui, de ce fait, est en train de se creuser, qui sont à l'origine des difficultés du syndicalisme argentin. Par ailleurs, la profondeur de la crise interdit de classer les syndicats exclusivement en fonction de leur stratégie politique à l'égard du péronisme ou de leur stratégie économique par rapport à la mutation en cours. En Argentine, les syndicats ne peuvent pas, comme leurs homologues européens, définir clairement et de manière autonome des stratégies syndicales face à la globalisation, telles qu'une résistance déterminée en vue de la défense des anciens droits acquis, une politique de concessions limitées, ou la négociation d'un nouveau pacte social. Les syndicats argentins adoptent des stratégies intermédiaires, parfois de manière involontaire ; à tel point que leur action s'inscrit dans la faille ouverte par la crise d'un modèle général de relation avec l'État, qui était également un modèle général d'économie et de société.

De ce point de vue, on peut distinguer deux grands types de comportement syndical.

En premier lieu, il y a ceux qui, à partir de la critique ou de l'acceptation partielle (en adhérant au MTA ou à la CGT), développent cependant une pratique sociopolitique basée sur des schémas nationaux-populistes qui, étant donné l'amplitude des réformes, traversent une crise profonde et se trouvent parfois dans de véritables impasses. Cette attitude est représentée par un ensemble d'acteurs syndicaux, dont l'UOM qui se trouve prise entre

l'impossibilité de renoncer radicalement à l'ancien modèle et l'incapacité de mettre en oeuvre un autre schéma. Le décalage provoqué par cette situation fait que, dans la plupart des cas, les acteurs continuent à définir de manière imaginaire leur action par rapport à un modèle qui ne correspond plus à la réalité.

En second lieu, il y a les syndicats qui, tout en utilisant des stratégies très différentes les unes des autres, se définissent par leur volonté de construire un nouveau modèle syndical et qui cherchent à rompre avec l'ancien modèle national-populiste. A l'intérieur de ce groupe, deux positions s'opposent nettement. D'un côté, il y a ceux qui redéfinissent leurs cadres d'action, en choisissant de s'adapter à la nouvelle situation économique, en reconnaissant que les réformes sont inévitables et en cherchant à développer, dans le cadre d'une tradition syndicale très pragmatique, de nouveaux liens privilégiés avec le gouvernement (comme c'est le cas pour le "**nouveau syndicalisme entrepreneur**"). A l'opposé, il y a ceux qui partent d'une critique générale de l'ancien modèle de représentation, dans le but de renforcer un nouveau modèle syndical, à la fois autonome et capable de définir un projet social d'un niveau élevé (comme c'est le cas pour le syndicalisme de confrontation pratiqué par les syndicats regroupés au sein de la CTA). Cependant, dans les deux cas, au-delà de la volonté de construire un modèle alternatif, des éléments importants de l'ancien modèle remis en cause persistent. Dans le cas du "nouveau syndicalisme", l'adaptation à une conception libérale de l'économie, à travers un discours d'acceptation, s'accompagne du maintien de certaines pratiques politiques propres au modèle national-populiste, telles que le lien avec le système politique et la réaffirmation, dans un langage autoritaire, du rôle du leader. Pour le syndicalisme de confrontation, comme celui que représente l'ATE, la rénovation du syndicat implique son indépendance par rapport aux partis politiques. Mais cette tentative se situe dans le prolongement de l'ancienne conception que le modèle national-populiste avait du rôle de l'État et, surtout dans ses versions extrêmes, se présente comme un essai de refondation, à partir du syndicat, d'une tradition movimientista.

La faillite de l'ancien modèle a indéniablement provoqué d'importantes transformations. Ainsi, la tradition selon laquelle les améliorations des salaires et des conditions de travail dépendaient quasi exclusivement de l'État est aujourd'hui remise en question. Le pouvoir de pression politique ne semble plus être le seul outil du syndicalisme, d'autant plus que le rôle que celui-ci joue actuellement dans la définition des politiques économiques est particulièrement modeste. Ces changements ouvrent la voie à l'autonomie des acteurs, ainsi qu'à une redéfinition des syndicats en tant qu'acteurs sociaux jouant un rôle plus important dans la vie interne des entreprises, dans la négociation des conditions de travail et dans la préservation de l'emploi.

En résumé, la rupture de l'ancien lien entre l'appareil syndical et le système politique, dont l'expression minimale était la subordination aux desseins du leader, provoque bien évidemment une perturbation profonde. Piliers du péronisme, les syndicats sont particulièrement confrontés au dilemme de la fidélité à un modèle politique auquel ils ne parviennent pas à renoncer complètement, en dépit de sa faillite. Les syndicats argentins agissent à deux niveaux bien distincts : un niveau bas, centré sur des revendications immédiates et défensives, qui nécessite une complicité avec le gouvernement actuel ; et un niveau élevé, capable de formuler un contre-projet économique, qui entraîne inévitablement une confrontation ouverte avec le gouvernement. Étant donné les liens établis avec le système politique, les syndicats connaissent tous le même dilemme : ou bien ils décident d'accompagner les réformes économiques, et cela au détriment de leur pouvoir de contestation - et même dans certains cas au détriment de leur propre survie en tant qu'institution -, ou bien ils décident de résister aux réformes, ce qui leur fait perdre immédiatement toute capacité de manoeuvre politique.

3. Les nouvelles formes de protestation

Aujourd'hui, le péronisme ne permet plus d'expliquer, comme par le passé, une grande partie du comportement public et privé des secteurs populaires urbains. La prolifération de nouvelles formes de protestation sociale rend compte de l'affaiblissement du péronisme populaire.

A partir de la mise en application du Plan de convertibilité (1991), les formes traditionnelles d'action collective, associées à la protestation syndicale, ont diminué, du moins par rapport à la période démocratique immédiatement antérieure. Cependant, à partir de 1993, il se produit une augmentation incroyable du nombre des formes non traditionnelles d'action collective¹⁸, liées en particulier aux conséquences du programme d'ajustement¹⁹. Ainsi, à la crise que traversent les syndicats, il faut ajouter la manifestation croissante d'une série de mouvements de pression locaux, exprimant des revendications privées et ponctuelles, mais surtout une profusion d'actions directes, spontanées et semi-organisées d'explosion sociale, menées par les "perdants" du nouveau modèle. Ces formes d'action collective témoignent de la modification qui s'est produite dans la structure sociale, à la suite de la mise en application d'une série de réformes, qui ont privé l'État de la responsabilité qu'il détenait en matière d'administration, de santé, d'enseignement, au profit de la sphère provinciale ou municipale ; elles témoignent également des répercussions économiques et sociales du processus rapide de privatisations et de fermetures d'entreprises publiques. Pour ces raisons, les formes de la protestation sont actuellement plus provinciales et plus dispersées, comme l'illustrent les nouvelles modalités d'action collective, telles que les explosions sociales et les barrages routiers.

Les catégories sociales qui participent aux nouvelles formes de protestation varient en fonction du niveau d'insertion **ocupationnelle** des acteurs et du

¹⁸ L'étude quantitative de Ricardo Spaltemberg (Conflictos laborales en la Argentina : 1984-1994, Institut de recherches Gino Germani, Buenos Aires, miméo, 1996) donne des informations sur la réduction de la protestation syndicale à partir de la mise en application du Plan de convertibilité (1991), et sur l'augmentation croissante des nouvelles formes de protestation, telles que les explosions sociales et les barrages routiers, à partir de 1993.

¹⁹ Bien qu'on ne puisse pas analyser ce point dans le cadre de cet article, il ne faut pas oublier que se sont développées également au cours de ces dernières années des formes non conventionnelles d'action collective, qui renvoient à un **modèle commun de citoyenneté**. Ces formes englobent les mouvements liés à la défense et à l'extension des droits. Au-delà de l'hétérogénéité des thèmes développés (droits de l'homme, féminisme, écologie, insécurité, consommation, abus d'autorité, corruption, transparence publique).

cadre de réglementation dans lequel ceux-ci exercent leur activité. Les catégories sociales dont l'action dessine la nouvelle carte de la protestation sociale sont au nombre de trois.

Présentées dans un ordre décroissant d'intégration sociale, ces catégories représentent :

- les travailleurs provenant du secteur public, surtout provincial ; ces travailleurs, qui étaient "protégés" dans l'ancien cadre de réglementation du travail, sont à présent menacés et appauvris, en raison des nouvelles réformes mises en oeuvre par le gouvernement néolibéral ;
- une large frange de travailleurs "précaires" et instables, qui sont en train de glisser vers une zone de vulnérabilité sociale croissante ; les exemples les plus représentatifs se situent au niveau régional ;
- un ensemble de plus en plus important de chômeurs qui viennent grossir les rangs des nouveaux exclus du système (là aussi, il s'agit d'acteurs régionaux, d'ex-agents de l'État, de travailleurs indépendants, etc.).

Ces trois catégories ont pris part aux explosions sociales ou aux soulèvements, ainsi qu'aux barrages routiers. La première explosion sociale provinciale, qui a marqué le début d'une série de soulèvements, est le "santiagoñazo", qui a eu lieu en décembre 1993, au nord du pays, dans la province de Santiago del Estero, caractérisée non seulement par une pauvreté extrême, mais aussi par la présence plus accusée que dans d'autres régions du pays d'un modèle hiérarchique de relations sociales. En cette occasion, l'explosion sociale s'est manifestée par une série d'actions directes organisées par des agents de l'État qui n'avaient pas touché leur salaire depuis trois mois ; ils ont mis à sac et incendié les trois sièges du pouvoir public : la résidence du gouverneur, le palais de justice et le siège de l'assemblée provinciale. La protestation a eu un impact important sur l'ensemble de l'opinion publique. Nombreux sont ceux qui se souviennent encore des images de cette journée de violence collective largement diffusées par les médias ; ces images ont mis à l'ordre du jour le fantasme des "classes dangereuses", face au processus de destruction progressive des "classes laborieuses". Le "santiagoñazo" a ouvert ainsi une

nouvelle ère pour l'action collective, en établissant une nette rupture avec les mobilisations sociales classiques²⁰.

Par ailleurs, le "santiagoñazo" apparaît comme l'opposé du mouvement du 17 octobre 1945. Les nouvelles formes de protestation prennent leurs distances vis-à-vis de ces représentations collectives. En effet, les nombreux soulèvements qui ont suivi le "santiagoñazo" révèlent de manière spectaculaire l'absence d'un langage politique commun capable d'assurer la liaison entre toutes ces revendications sociales ; cela met en évidence la crise des institutions politiques et, tout particulièrement, l'affaiblissement du péronisme en tant que cadre général à partir duquel les secteurs populaires interprétaient la domination sociale.

Enfin, depuis le début des années 1990, les formes d'action collective témoignent à la fois de l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et du développement de nouvelles stratégies d'action, dont la visibilité et la reconnaissance sociale sont disproportionnées par rapport aux modestes résultats obtenus. Mais, au-delà de la nouveauté que constituent ces formes de protestation, les explosions sociales et les barrages routiers témoignent, avant tout, d'un retour à l'"économie morale d'oppression"²¹. A mesure que s'affaiblit le rôle du péronisme, la protestation apparaît de plus en plus dépourvue de langage politique, et véhicule un simple appel à la "dignité" et au rétablissement de l'égalité entre les individus, dans une période où les distances sociales augmentent et où les aspirations à l'égalité se heurtent à la réalité politique.

Si le péronisme exprime encore une aspiration à la dignité de la personne, il cesse progressivement d'être un mécanisme actif de compréhension du social. Il ne parvient pas à établir, comme par le passé, ce lien si singulier entre les

²⁰ Soulèvements sociaux et barrages routiers se sont succédé en 1995 dans les provinces de Jujuy, San Juan et Rio Negro, et en 1997 dans celles de Neuquen, Río Negro, Salta, Jujuy, entre autres.

²¹ **Eduard**. P.Thompson, Tradición, revuelta y conciencia de clase, Barcelone, Crítica, 1979.

différentes dimensions de l'expérience sociale et politique. Dépouillé d'une identité sociale collective et d'une formule politique viable, l'appel à la dignité personnelle se transforme en un appel politique "pur", en une manière d'exprimer l'aspiration au rétablissement d'une égalité entre les individus, au moment où les écarts se creusent. L'entrée dans une phase caractérisée par une plus grande dualité au sein de la société semble s'accompagner d'une dépoliarisation politique croissante, provoquée par la crise généralisée des langages politiques, et d'une moindre aptitude du péronisme à expliquer de manière globale les formes actuelles de domination sociale et les conflits émergents. Les nouvelles formes que revêt la protestation, avec les soulèvements sociaux, montrent les conséquences de cette déstructuration.

4. Conclusion

La fin de la décennie ménémiste a été présentée au début de cet article comme une période marquée par un ensemble de transformations qui offrent une image paradoxale du pays, théâtre de la persistance du péronisme et, tout à la fois, de son déclin, de sa mutation et de sa nostalgie.

En effet, au cours des années 1990, le péronisme a subi un affaiblissement important sur les plans culturel et symbolique, même si cela ne s'est pas traduit de manière immédiate en termes d'érosion électorale. Malgré le déclin de l'aptitude du domaine politique à apporter une réponse aux intérêts collectifs organisés des secteurs populaires, et malgré le fait que, bien souvent, le passage du domaine social au domaine politique n'ait pas eu lieu, le lien entre ces deux sphères n'a jamais été totalement rompu. Et c'est précisément en raison du maintien d'une culture politique commune qu'on ne peut pas vraiment parler d'un remplacement du social par le politique, mais plutôt d'une indifférence mutuelle dont l'entente est favorisée par cette culture commune. Les Argentins ne se reconnaissent pas pleinement dans un gouvernement qui limite ou réduit leur pouvoir d'achat au nom de la rationalité, mais ils ne se reconnaissent pas davantage dans une proposition opposée, absente ou

faible, étant donné que le péronisme a, selon les propres termes d'un syndicaliste, une grande aptitude "à phagocyter, réduire, réadapter ou se réapproprier les éléments viables offerts par la conjoncture". Il est certain que, par le passé, le péronisme a cristallisé l'accord entre le social et le politique ; aujourd'hui, il lui revient de contrôler le désaccord entre eux, c'est-à-dire de le maintenir à l'intérieur de certaines limites. Ainsi, l'Argentine renvoie l'image d'une réalité sociale de plus en plus postpéroniste dans ses principaux aspects et, en même temps, d'un domaine politique encore fortement marqué par l'empreinte du Parti justicialiste.

Mais il ne faut pas oublier pour autant que, à la fin de l'année 1999, la situation est assez différente de celle qui régnait dix ans auparavant, quand le président Carlos Menem a dû entamer son premier mandat lors de la plus grave crise hyperinflationniste de l'histoire du pays. Il est vrai que la stabilité économique, symbolisée par le célèbre Plan de convertibilité (un dollar pour un peso), a été considérée comme un axiome irréfutable, pratiquement et politiquement accepté par tous les secteurs politiques importants ; mais, aujourd'hui, la stabilité économique ne constitue pas une stratégie de légitimation suffisante. Mais si les références à la stabilité économique ou à la compétitivité pure ne peuvent suffire à elles seules, il en va de même pour les discours centrés exclusivement sur une exigence d'intégration sociale et sur des revendications d'ordre éthique. Dans le cadre d'une société de plus en plus duale, et du passage vers un monde globalisé par l'économie et par les moyens de communication, les jeunes, grâce à leur "disponibilité idéologique", témoignent de la crise des langages politiques - vide sur lequel s'est appuyé pendant des années le succès électoral du Parti justicialiste et dans lequel se glissent les explosions sociales.

En somme, l'Argentine a cessé de se considérer comme une société socialement intégrée ; elle connaît une crise profonde, aussi bien de l'offre politique, que des stratégies de légitimation et de la capacité de négociation sociale. Par ailleurs, elle traverse une crise sociale aux aspects multiples : l'augmentation des inégalités sociales, le taux de chômage élevé (près de 14 %), et l'escalade de la délinquance et de l'insécurité urbaine, apparues plus

récemment, mettent en évidence un processus rapide de désorganisation sociale, qui affecte certaines catégories sociales en particulier (ceux que l'on appelle les "perdants" du modèle), mais qui a des répercussions sur toute la société, et se situe ainsi au centre du débat politique et social.

Enfin, l'alternance politique qui se dessine ne doit pas faire oublier qu'elle correspond moins au triomphe d'une opposition présentant une véritable alternative politique qu'au résultat de l'usure logique du péronisme après dix ans de gouvernement. Après l'échec de la tentative de Carlos Menem de briguer un troisième mandat, le "régime" a commencé à se retirer, dans un contexte de récession économique profonde, acculé par des accusations de corruption et d'enrichissement illicite, résigné à accepter la défaite électorale de l'actuel candidat péroniste, le gouverneur de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde, prévue par tous les sondages. Il ne faut pas minimiser non plus les importants espaces de pouvoir que le Parti justicialiste conservera après l'élection présidentielle du 24 octobre : non seulement il s'est réservé le contrôle sur les provinces, étant donné que la plupart d'entre elles sont restées aux mains de gouverneurs péronistes, mais il conserve également son hégémonie au Sénat²². La transition vers un régime de cohabitation devient inévitable, mais, en même temps, C. Menem commence déjà à rêver d'un retour au pouvoir en 2003, pour inaugurer le premier gouvernement péroniste du troisième millénaire.

²² Dans la plupart des provinces de l'intérieur, les dates des élections ont été avancées par rapport au calendrier électoral, pour qu'elles ne coïncident pas avec les élections nationales du 24 octobre. Cette offensive a été menée par le Parti justicialiste, qui était conscient du fait qu'une élection simultanée favoriserait la coalition d'opposition qui arrivait en tête des sondages au niveau national. Parmi les provinces importantes que le péronisme a conservées lors des élections anticipées, figure celle de Santa Fe. En outre, le péronisme a obtenu un triomphe historique dans la province de Cordoba, après quinze ans d'hégémonie de l'Union civique radicale.